

19 septembre 2013

L'honorable John Baird, C.P., député
Ministre des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement
125 Sussex Drive
Ottawa, Ontario K1A 0G2
Canada

Courriel: John.Baird@parl.gc.ca

Objet : Le gouvernement du Canada et la Syrie

Monsieur le Ministre :

Au nom des 25 confessions membres du Conseil canadien des Églises, dont l'ensemble représente 85 pour cent des chrétiens du Canada, je viens m'adresser à vous pour réitérer notre conviction qu'il n'y a pas de solution militaire au conflit en Syrie. Nous demandons au Canada d'appuyer vigoureusement un compromis par l'entremise du processus diplomatique et politique, afin d'assurer à la Syrie une paix juste et durable. Nous accueillons avec joie la récente lueur d'espoir, créée par les propositions diplomatiques, de retirer les armes chimiques de la Syrie, confiants que cette action marquera une étape dans un processus de paix plus global. Nous sollicitons également une réaction plus généreuse du Canada à la crise humanitaire qui sévit en Syrie et chez ses voisins immédiats.

Récentes déclarations du Conseil canadien des Églises

Le 17 mai dernier, le Conseil canadien des Églises exprimait, dans une lettre au Premier ministre Stephen Harper, son inquiétude au sujet des diverses crises affligeant le Moyen-Orient. La lettre mettait l'accent sur la tragédie de la Syrie et l'impérieux besoin d'appui et de collaboration à l'échelle internationale permettant de faire cesser les menaces à l'endroit de tous les citoyens, chrétiens, musulmans ou d'autres religions et minorités ethniques. Pour citer la lettre :

« Nous sommes préoccupés par la sécurité de toutes les personnes de la région, mais en particulier par le sort des faibles, des vulnérables et des démunis. La propagation de la violence sectaire met à risque toutes les générations de la région et constitue une menace pour les espoirs et les rêves des générations de jeunes. »

Un bon nombre des confessions du Conseil canadien des Églises ont des liens avec des Églises du Moyen-Orient, grâce à une communication directe ou à des partenariats de travail. Bien des Canadiens, en outre, entretiennent un dialogue local et national avec des juifs, des musulmans,

des baha'is ou d'autres communautés confessionnelles du Canada. Nous travaillons à promouvoir, par l'intermédiaire de relations interreligieuses et œcuméniques, la liberté de religion et le respect des droits de toutes les minorités culturelles et religieuses. Nos sœurs et frères de toutes les religions de la Syrie souffrent lorsqu'il s'y commet des atrocités telles que les attaques dirigées contre des chefs religieux.

Les Églises répondent également, par l'intermédiaire de secours et de réseaux canadiens et internationaux, aux besoins humanitaires de la Syrie et des pays avoisinants où des Syriens cherchent à échapper aux combats qui font rage dans leur pays.

La menace d'autres actions militaires

On estime qu'en Syrie, 100 000 personnes ont perdu la vie, tandis qu'environ 6 000 000 ont été chassées de leurs foyers et de leurs communautés depuis le début du conflit actuel.

La réaction de la communauté internationale à l'abominable recours aux armes chimiques de la Syrie devrait se déterminer d'abord en fonction de sa responsabilité première de protéger les civils syriens vulnérables, premières victimes de ce conflit dévastateur déjà vieux de deux ans. Le monde devrait donc aider à faire progresser un processus de paix global menant à la cessation des hostilités syriennes et à l'amorce de négociations qui aboutiraient à une paix durable, juste et pacifique en Syrie.

Il faudrait que la Russie et d'autres alliés du gouvernement syrien actuel, de même que les États-Unis et leurs alliés, dont le Canada, tournent maintenant leurs efforts vers l'élimination des armes de destruction massive et la négociation de la paix. Les menaces, de la part des États-Unis et leurs alliés, de recourir aux bombardements ou à d'autres actions militaires contre la Syrie en réponse aux attaques à l'arme chimique ne répondent pas aux deux priorités que sont la protection civile et la recherche du chemin de la paix.

Le témoignage des Églises syriennes

Les chrétiens syriens se trouvent déjà exposés aux feux croisés des groupes d'opposition et des forces gouvernementales. Une réponse militaire aux armes chimiques ne pourrait qu'aggraver la situation. Le Canada se devrait de supplier les puissances étrangères les plus influentes de prendre l'initiative de tentatives diplomatiques pour mettre fin à la tuerie, plutôt que de songer à intensifier les opérations militaires ou à attiser le conflit en fournissant d'autres armes aux combattants syriens.

Des dirigeants chrétiens syriens se sont exprimés publiquement et ont communiqué avec des dirigeants d'Églises canadiennes au cours des dernières semaines, déclarant que toute action de l'Ouest serait désastreuse et aurait des conséquences imprévues pour la communauté déjà souffrante de là-bas. Le chef de l'Église catholique grecque melkite a affirmé que les initiatives de réconciliation sont encore viables et devraient constituer la grande priorité. Le Patriarche d'Antioche Gegerios III a appelé la communauté internationale à œuvrer en faveur de la paix.

Pas de solution militaire

Pape Francis a exhorté les dirigeants à « trouver le moyen de surmonter les différends et de mettre de côté la poursuite futile d'une solution militaire. » Il faut que prévale un compromis par l'intermédiaire de processus politiques et non militaires. On devrait compter, au nombre des mesures :

- Faire progresser les processus diplomatiques visant à résoudre le conflit syrien par l'entremise de la négociation. La diplomatie nationale devrait agir main dans la main avec l'aide aux communautés et avec les efforts de la société civile en vue d'établir en Syrie une paix intégrale.
- Créer et appliquer un embargo sur les armes s'adressant à toutes les parties au conflit syrien.
- Revitaliser les processus internationaux déjà acceptés permettant de créer au Moyen-Orient une zone exempte d'armes de destruction massive, dont les armements biologiques et chimiques.
- Obliger tous les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux du conflit, sans exception, à respecter les droits internationaux de l'homme et le droit humanitaire et les rendre susceptibles d'enquêtes et passibles de poursuites pour violation de la part d'institutions internationales, dont la Cour criminelle internationale.

Généreuse réponse humanitaire

Des communautés confessionnelles sont déjà au premier rang dans la réponse à la crise des réfugiés syriens, contribuant et dirigeant des programmes d'aide et de sécurité alimentaire. Nous sommes également reconnaissants au Gouvernement canadien de sa contribution, mais il reste encore beaucoup à faire.

Le Canada doit prendre d'autres mesures humanitaires permettant :

- D'augmenter sensiblement l'aide à tous les Syriens déplacés, que soit à l'intérieur ou à l'extérieur de leur pays, afin qu'on puisse répondre à leurs besoins fondamentaux en attendant qu'ils puissent rentrer chez eux en toute sécurité;
- De hâter un processus permettant à plus de Syriens parrainés de chercher protection au Canada et maintenir et augmenter un financement public capable d'aider les réfugiés à leur arrivée au Canada. Les Églises et les groupes confessionnels sont depuis longtemps des chefs de file dans le parrainage de réfugiés et sont résolus à le demeurer.

Les difficultés à venir

Trouver le chemin vers une paix juste en Syrie ne sera pas chose facile. On ne doit pas éviter les complexités logistiques, les risques et les revers en retardant d'amorcer de substantielles négociations. Par ailleurs, les risques et les coûts de la diplomatie ne pèsent pas lourd par rapport aux risques de conséquences imprévues et aux dépenses attribuables à l'escalade des actions militaires.

«Il est maintenant temps de lever la voix pour la paix et travailler pour une solution négociée entre toutes les parties au conflit.» (Communiqué du 18 septembre 2013 Conseil œcuménique des Églises)

Notre prière

Nous prions pour tous ceux qui aiment la paix et défendent les démunis : que la diplomatie prévale; que les armements chimiques et autres armes de destruction massive soient détruits; que cesse la violence armée; que règne une paix juste et globale.

Nous prions pour que Jésus, Prince de la paix, vous guide et vous éclaire, vous et tous les représentants du Gouvernement du Canada, de même que les dirigeants de la planète qui luttent pour mettre fin à la guerre de Syrie.

Nous continuons de prier pour vous, le Premier ministre, et pour le Gouvernement du Canada, en ces moments où vous vous acquittez de vos responsabilités à l'égard du Moyen-Orient.

Le Conseil canadien des Églises appelle ses membres et tous les chrétiens, et invite les membres des autres religions, à se joindre à prier pour la paix en Syrie.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier ministre, nos plus sincères salutations,



La Révérende Karen Hamilton
Secrétaire générale

Pièce jointe : Lettre des dirigeants d'Églises au sujet du Moyen-Orient (17 mai 2013)

cc: Paul Dewar, député, Nouveau Parti démocratique du Canada
Marc Garneau, député, Parti libéral du Canada
Jean-François Fortin, député, Bloc Québécois
Elizabeth May, députée, Parti Vert du Canada
Richard M. Sanders, Chargé d'Affaires ad interim, Ambassade des États-Unis d'Amérique
Georgiy Mamedov, Ambassadeur de la Fédération de Russie